

« Pas à la hauteur de l'enjeu »

Face à la pénurie d'eau, les ONG humanitaires sont en première ligne. Comme l'association française Solidarités.

Engagée sur de nombreux fronts humanitaires à travers le monde, l'ONG Solidarités est souvent impliquée dans des situations complexes, comme au Darfour ou en Afghanistan, où elle s'efforce de répondre à l'évolution des besoins des populations, de l'action dans l'urgence à la reconstruction. Rencontre avec son directeur général, Alain Boinet.

- Qu'attendez-vous de ce 5e Forum mondial de l'eau ?

- Qu'il provoque un électrochoc. Contrairement à Mexico, je crois que beaucoup d'initiatives ou d'accords vont sortir de ce Forum. Les décideurs politiques commencent à ouvrir les yeux. Ils ont compris que la ressource n'est pas infinie, qu'elle est trop gaspillée, pas retraitée. Istanbul doit être un Forum pour agir, pas une nouvelle réunion qui dresse des constats passifs.

- L'aide financière de la communauté internationale est-elle suffisante ?

- Non. En 2000, le 7e Objectif de Développement du Millénaire (OMD) des Nations Unies qui visait à réduire de moitié la population sans accès à l'eau potable et à un assainissement de base d'ici 2015 ne sera pas atteint, surtout en Afrique subsaharienne. Or c'est la résolution du problème de l'eau qui

conditionne la réussite des autres OMD qu'ils s'appliquent à la santé, à l'éducation ou à la lutte contre la pauvreté. A Istanbul, nous demanderons que l'enveloppe internationale soit augmentée de 4 milliards de dollars chaque année et que les fonds promis en 2000 soient rapidement et totalement mis en œuvre : entre 2002 et 2006, seulement 69% des promesses ont été tenues.

- Et l'effort de la France, insuffisant lui aussi ?

- Elle doit tenir ses engagements de 2005 qui prévoyaient de doubler son aide par un apport supplémentaire de 180 millions d'euros chaque année, soit 290 millions d'euros en 2009, notamment pour l'Afrique. D'autre part, la France se focalise trop sur l'aide humanitaire en partenariat avec les ONG. Il faut le faire, c'est une évidence, mais ne pas oublier aussi de soutenir financièrement tout ce qui touche à la reconstruction, une fois que l'on est sorti d'une situation conflictuelle. Ce travail d'accompagnement par le biais de programmes structurels est essentiel.

- Votre ONG était au Darfour...

- Oui, et on nous a priés de partir, avec les 13 autres associations humanitaires qui intervenaient sur place. Nous avions

lancé un programme d'accès à l'eau et à l'assainissement pour 100.000 personnes. Tout le matériel a été saisi.

- Et en Afghanistan ?

- Malgré le contexte ultrasensible, nous arrivons à travailler, notamment à Kaboul où la population est passée de 1,4 million d'habitants en 2004 à 4 millions aujourd'hui. Beaucoup de districts de la capitale sont devenus des zones surpeuplées où l'approvisionnement en eau potable est un défi quotidien. Nous sommes attelés à un programme de 135 forages dans des quartiers déshérités. Cette initiative prévoit en outre la mise en place de comités de gestion de l'eau, la formation de techniciens pour assurer la maintenance des puits, la réhabilitation des latrines... Grâce à ces équipements, les conditions de vie de ces populations s'améliorent et les maladies hydriques ont tendance à diminuer.